

STATUTS

UFR SANTÉ

Version du (date CA)

Table des matières

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : L'Unité de Formation et de Recherche Santé	4
Article 2 : Objectifs et missions	4
Article 3 : Autres dispositions	5
Article 4 : Moyens	5

TITRE II : GOUVERNANCE DE L'UFR SANTÉ

Chapitre 1 : Le conseil	6
Article 5 : Composition	6
Article 6 : Compétences	6
Article 7 : Fonctionnement	7

Chapitre 2 : Le Doyen et l'équipe décanale	8
Article 8 : Conditions de désignation	8
Article 9 : Bureau	9
Article 10 : Compétences du Doyen	9
Article 11 : Sécurité des bâtiments et des personnes	10

Chapitre 3 : Les instances consultatives	10
Article 12 : Constitution des commissions et groupes de travail	10
Article 13 : Commission formation	10
Article 14 : Commission recherche	11
Article 15 : Commission du personnel	12
Article 16 : Commission de déontologie médicale	12
Article 17 : Commissions spécialisées	13

TITRE III : ÉLECTIONS

Chapitre 1 : Élection du conseil	14
Article 18 : Dispositions générales	14
Article 19 : Désignation des membres hors personnalités extérieures	14
Article 20 : Désignation des personnalités extérieures élues après appel public à candidature	14

Chapitre 2 : Élection du Doyen et de l'équipe décanale	15
Article 21 : Candidatures	15
Article 22 : Date de l'élection et date de convocation	15
Article 23 : Présidence du conseil de la Faculté et quorum	15
Article 24 : Campagne électorale et acte de candidature	16
Article 25 : Mode de scrutin	16
Article 26 : Prise de fonction du nouveau Doyen et de l'équipe décanale	17

TITRE IV : MODIFICATION DES STATUTS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 27 : Modification des statuts	18
Article 28 : Publication des statuts	18
Article 29 : Règlement intérieur	18
Article 30 : Annexe	18

Annexe 1	19
----------------	----

Visas ;

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L713-3, L713-4 et L713-5 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment l'article L6142-3 ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion mis à jour le 15 septembre 2022 ;

Vu la charte de la faculté de médecine/santé adoptée par la conférence nationale des Doyens de Médecine en novembre 2017 ;

Vu l'avis du conseil de l'UFR Santé du 31 mai 2024 ;

Vu l'avis de la Commission des Statuts et du Règlement Intérieur du 06 juin 2024 ;

Vu l'avis du Comité Social d'Administration d'Établissement du 20 juin 2024 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Université en date du 08 juillet 2024 ;

PROJET

PRÉAMBULE

Les présentes modifications des statuts de l'UFR Santé de l'Université de La Réunion ont pour objet la création de trois nouveaux départements au sein de la composante :

- le Département de Pharmacie,
- le Département d'Orthophonie,
- le Département de Maïeutique.

Ces créations répondent aux textes de loi et décrets correspondants (xxxxxxxxxx), à la nécessité de structurer, au plan académique et institutionnel, des disciplines de santé qui contribuent déjà aux missions de formation et de recherche de l'UFR Santé, et dont le développement justifie une gouvernance propre, une représentation au sein des instances de la composante, et une visibilité renforcée.

Les présentes modifications sont soumises au Conseil de l'UFR Santé pour adoption à la majorité absolue de ses membres en exercice, avant transmission pour approbation au Conseil d'administration de l'Université de La Réunion, après avis de la Commission des statuts et du règlement intérieur et du Comité social d'administration et d'établissement (CSAE).

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 **modifié** : L'Unité de Formation et de Recherche Santé

Créée par délibération du Conseil d'administration de l'Université de La Réunion du 6 mai 2010, l'Unité de Formation et de Recherche « Santé » de l'Université de La Réunion est une composante de l'Université de La Réunion. Elle est partie constituante du Centre Hospitalier et Universitaire de La Réunion en application de la convention conclue dans les conditions définies à l'article L713-4 du Code de l'Éducation.

L'UFR est administrée par un conseil élu et dirigée par un Doyen élu par ce conseil.

Intitulée Faculté de Santé, elle est administrativement localisée au 77 avenue du Dr Jean-Marie DAMBREVILLE, 97410 Saint-Pierre, Campus de Terre Sainte - Bâtiment B.

L'UFR Santé se compose de :

- 1 département de Médecine Générale dont le fonctionnement et l'organisation sont précisés dans le règlement intérieur
- 1 département de Médecine Spécialisée dont le fonctionnement et l'organisation sont précisés dans le règlement intérieur
- 1 département formation continue santé dont le fonctionnement et l'organisation sont précisés dans le règlement intérieur
- 1 bureau « Tutorat Santé Réunion » chargé de l'accompagnement des étudiants dans l'accès et le déroulement des études de santé, dont le fonctionnement et l'organisation sont précisés dans le règlement intérieur
- 1 département de Pharmacie, dont les statuts font l'objet d'une annexe aux présents statuts (Annexe XX)
- 1 département d'Orthophonie appelé Centre de formation Universitaire en Orthophonie dont les statuts font l'objet d'une annexe aux présents statuts (Annexe XX)
- 1 département de Maïeutique, dont les statuts font l'objet d'une annexe aux présents statuts (Annexe XX)

Conformément à l'article L. 713-3 du Code de l'éducation, les unités de recherche et unités mixtes de recherche dont les programmes de recherche relèvent du secteur santé et impliquant des personnels universitaires et/ou hospitalo-universitaires de l'UFR Santé, sont associées à l'Unité de Formation et de Recherche Santé :

- 2 unités de recherche CEPOI et EPI, ainsi que 2 UMR DÉTROIT et PIMIT qui possèdent leurs propres statuts et sont rattachées administrativement à l'UFR Santé.

De nouvelles entités (départements, laboratoires, centres de recherche, plateformes...) peuvent être créées au sein de l'UFR Santé, selon l'article L713-3 et approuvées par les instances de l'UFR Santé, sous réserve des compétences du Conseil d'administration, de la Commission de la recherche et du Conseil académique.

Article 2 : Objectifs et missions

Les missions de l'UFR Santé portent sur la formation, la recherche, le développement de la culture et la diffusion des connaissances du secteur santé, et notamment :

- la formation initiale dans ses domaines de compétences que sont la médecine, la maïeutique et les sciences de la santé ~~notamment les soins infirmiers, l'orthophonie et les métiers de la rééducation ;~~
- le développement professionnel continu (DPC) et la formation continue des professionnels du domaine de la santé
- la recherche scientifique et technologique ainsi que la valorisation de ses résultats ;
- l'orientation et l'insertion professionnelle ;
- la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique ;
- la promotion sociale et l'ouverture sur l'environnement social ;
- la coopération régionale, interrégionale, européenne et internationale ;
- l'expertise auprès des Pouvoirs Publics du territoire sur toute question intéressant la Santé

Ces missions peuvent en tant que de besoin être mises en œuvre avec le concours des autres composantes de l'université de La Réunion, des autres UFR françaises du secteur Santé ainsi qu'avec d'autres organismes publics ou privés, notamment les grands organismes nationaux de recherche.

Article 3 : Autres dispositions

L'UFR Santé dispose de l'autonomie pédagogique en deuxième et troisième cycles pour la médecine conformément aux dispositions de l'article L. 713-4 du Code de l'éducation.

Conformément à l'article L. 713-5 du Code de l'éducation, l'UFR Santé et le Centre Hospitalier Régional & Universitaire organisent conjointement l'ensemble de leurs services en centre hospitalier et universitaire.

Article 4 : Moyens

Un dialogue de gestion entre le Président de l'Université et le Doyen de l'UFR Santé a lieu chaque année pour déterminer les objectifs et moyens alloués à la l'UFR.

L'UFR Santé est associée à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement.

Afin d'assurer ses missions, l'UFR Santé dispose de ses propres organes d'administration, conformément à l'article L. 6142-3 du Code de la santé publique.

Elle dispose de services administratifs et techniques qui lui permettent d'exercer son autonomie dans les domaines où celle-ci lui est accordée par la réglementation en vigueur, notamment le personnel hospitalo-universitaire, la pédagogie et la gestion de l'ordonnateur.

Les emplois hospitalo-universitaires attribués à l'Université de La Réunion sont directement affectés à l'UFR Santé par les ministères compétents ou les collectivités territoriales (exemple : La Région Réunion).

En ce qui concerne le personnel hospitalo-universitaire, les services de l'UFR Santé sont organisés en **lien** avec les services administratifs du CHU de La Réunion.

TITRE II : GOUVERNANCE DE L'UFR SANTÉ

Chapitre 1 : Le conseil

Article 5 : Composition

Le conseil de l'UFR Santé est composé de 22 membres ainsi répartis :

- Collège A des professeurs d'université et personnels assimilés : 6
- Collège B des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés : 4
- Collège P des praticiens hospitaliers responsables des services où une formation pratique est dispensée aux étudiants des 2ème et 3ème cycles des études médicales : 2
- Collège des personnels BIATSS (Bibliothèques, Ingénieurs, Administratifs, Techniques et de Service) : 2
- Collège des usagers : 2 (soit 2 titulaires et 2 suppléants)

Chaque suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du titulaire auquel il est rattaché sur la liste.

- Collège des personnalités extérieures : 6
 - le Président du Conseil régional de La Réunion ou son représentant membre de l'organe délibérant ;
 - le Directeur général de l'ARS - La Réunion ou son représentant ;
 - le Directeur général du CHU de La Réunion ou son représentant ;
 - trois personnalités extérieures désignées à titre personnel par le Conseil d'UFR sur proposition du Doyen ;

Lorsque le Doyen n'est pas un membre élu du conseil, le nombre des membres du conseil est augmenté d'une unité. Le Doyen a voix délibérative. En cas de partage égal des voix, sa voix est prépondérante.

Sont membres de droit avec voix consultative :

- Les membres du bureau, défini à l'article 9, chapitre 2
- Les directeurs-trices de département de Médecine Générale et Spécialisée
- ~~La directrice de l'Ecole des sage-femmes~~
- Le président du conseil régional de l'ordre des Médecins (ou son représentant)
- Le vice-président coordination du bureau « Tutorat Santé Réunion »
- Le directeur du Département de Pharmacie (ou son représentant) ;
- Le directeur du Département d'Orthophonie (ou son représentant) ;
- Le directeur du Département de Maïeutique (ou son représentant) ;

Est également membre de droit avec voix consultative :

- Le secrétaire de séance, désigné par le responsable administratif

Article 6 : Compétences

Le conseil administre l'UFR Santé. Il est ainsi appelé :

6-1 à élire le Doyen et ses vice-doyens

6-2 à mettre au point, coordonner et homologuer les propositions des équipes d'enseignement ou de recherche, des laboratoires, des groupes de laboratoires et des commissions, ainsi que toutes les dispositions réglementant les activités générales de la Faculté ;

6-3 à participer à la préparation et la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement, et en particulier à examiner les propositions des laboratoires de recherche et les maquettes de formation ;

6-4 dans le cadre des décisions prises par le conseil d'administration de l'Université, à aménager le déroulement des études, à répartir les enseignements dans le respect des textes nationaux, à organiser le contrôle des connaissances et des compétences ;

6-5 à examiner les propositions de répartition des postes vacants (postes d'enseignants, d'enseignants-chercheurs et BIATSS) ;

6-6 à valider les créations, transformations ou affectations de postes hospitalo-universitaires

6-7 à voter le budget de la Faculté et ses aménagements en cours d'exercice, les aides pécuniaires, subventions et tarifs ;

6-8 à désigner les membres de diverses commissions statutaires et non statutaires de la Faculté ;

6-9 à être informé de toute convention signée - sur délégation - par le Doyen et impliquant la Faculté ;

6-10 à adopter les statuts de la Faculté qui doivent être approuvés par le conseil d'administration ;

6-11 à adopter le règlement intérieur de la Faculté qui doit être approuvé par le conseil d'administration ;

6-12 à définir les principales orientations pédagogiques et scientifiques et les soumettre à la commission de la formation et de la vie universitaire et à la commission recherche du conseil académique de l'Université de La Réunion.

Le Conseil d'UFR réuni en formation restreinte réservée aux enseignants-chercheurs et assimilés, enseignants, chercheurs et praticiens hospitaliers, en application de l'article L. 952-6 du Code de l'éducation, examine les questions individuelles relatives au recrutement, à la nomination, à la carrière, à la promotion et aux primes de ces derniers, au recrutement des vacataires et enseignants associés.

Conformément aux statuts de l'Université, les comptes-rendus et délibérations des conseils seront transmis au Président de l'Université et à la direction générale des services.

Article 7 : Fonctionnement

Le conseil est réuni à l'initiative du Doyen de l'UFR Santé, chaque fois que celui-ci le juge nécessaire et au moins quatre fois par an.

L'ordre du jour de la réunion ainsi que les documents associés doivent être adressés aux membres du conseil, 7 jours francs avant la date de convocation.

Le conseil d'UFR peut également être réuni, si un tiers de ses membres en fait la demande par écrit et indique les questions pour lesquelles la discussion est souhaitée. Le délai ne peut dépasser 15 jours entre la demande et la date de convocation.

Le conseil ne siège valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Le quorum est apprécié en début de séance. En cas de défaut de quorum, un deuxième conseil est convoqué sous 8 jours, sans nécessité du quorum.

Les débats ne sont pas publics.

Deux procurations par élu sont admises, lesquelles doivent être signées par le mandant et mentionner le nom du mandataire.

Le vote à bulletin secret est obligatoire pour les élections du Doyen. Il l'est également pour tout autre scrutin, si un membre du conseil de l'UFR le demande.

Les délibérations du conseil, à l'exception des votes concernant l'élection du Doyen, sont adoptés à la majorité des membres en exercice présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Doyen est prépondérante.

Les réunions du conseil ne sont pas publiques, toutefois, le Doyen peut demander à toute personne dont il juge la présence utile d'assister au conseil sur un point précis de l'ordre du jour préalablement mentionné sur les convocations.

Chapitre 2 : Le Doyen et l'équipe décanale

Article 8 : Conditions de désignation

Le Doyen est élu par le conseil pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois. Il est choisi parmi les enseignants-chercheurs, les enseignants, les chercheurs ou personnels assimilés, en fonction dans l'UFR Santé.

Pour éviter toute confusion préjudiciable aux prérogatives universitaires et compte tenu de la terminologie établie dans la hiérarchie hospitalière (Directeur Général, Directeur général Adjoint, Directeur), le directeur de l'UFR Santé porte le titre de Doyen ou Doyenne. De même, les directeurs adjoints portent les noms de vice-doyens.

En cas d'empêchement temporaire ou définitif, le vice-Doyen chargé de la formation assure l'intérim. En cas d'empêchement temporaire ou définitif du vice-doyen formation, le vice-doyen chargé de la recherche assure l'intérim, lui-même remplacé par le vice-doyen tutorat, en cas d'empêchement. Si l'empêchement est définitif, le Doyen d'âge convoque le conseil, dans un délai d'un mois maximum, afin de procéder à l'élection d'un nouveau Doyen.

Pendant la durée du mandat du Doyen, l'empêchement définitif dument constaté par le Conseil, peut mettre fin aux fonctions du Doyen avant l'expiration de son mandat.

Si le poste de Doyen est vacant avant la fin normale du mandat, le Doyen d'âge doit convoquer le Conseil de la Faculté dans un délai inférieur à six semaines et faire procéder à l'élection du nouveau Doyen suivant les dispositions prévues au présent article.

Dans l'attente, un administrateur provisoire est désigné par le Président de l'Université parmi les vices-doyens ou les enseignants-chercheurs en fonction dans l'UFR. L'administrateur provisoire doit organiser de nouvelles élections sous 3 mois.

Dans l'exercice de ses fonctions, le doyen est assisté dans ses différentes tâches par le responsable administratif de l'UFR.

Article 9 : Bureau - Décanat

Le Doyen est assisté d'un bureau, appelé décanat, composé de trois vice-doyens, élus dans les mêmes conditions que le Doyen, sur proposition de ce dernier, le jour-même de son élection :

- Un Vice-Doyen chargé de la recherche
- Un Vice-Doyen chargé de la formation
- Un Vice-Doyen chargé du tutorat

Le Doyen peut également soumettre au Conseil, la nomination de vice-doyens délégués « assesseurs » (aux relations internationales et/ou relations extérieures, par exemple) et/ou nommer des chargés de mission.

Les vice-doyens délégués « assesseurs » et le **directeur** administratif sont membres de droit du bureau.

La durée du mandat est au plus celle du Doyen. La vacance de la fonction de Doyen entraîne de plein droit la fin des mandats des membres élus et nommés du bureau.

Les vice-doyens et vice-doyens délégués sont choisis parmi les enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs ou personnels assimilés, qui participent à l'enseignement en fonction au sein de l'UFR Santé.

Article 10 : Compétences du Doyen

Le Doyen préside le conseil dont il prépare et exécute les délibérations. Il dirige, anime et coordonne l'administration de l'UFR Santé. Il procède à l'exécution des délibérations du conseil.

Il représente l'UFR Santé au sein de l'Université de La Réunion et à l'égard des tiers. Il est garant du bon fonctionnement des services.

Il agréé les praticiens - maîtres de stages universitaires.

Il nomme les coordonnateurs locaux des diplômes d'études spécialisés après avis du Conseil.

Conformément aux statuts de l'Université de La Réunion, il est invité au conseil d'administration de l'Université de La Réunion, à titre consultatif, chaque fois qu'un point à l'ordre du jour concerne la Faculté. Il est en outre membre du Conseil des directeurs de composantes de l'Université de La Réunion.

Conformément à l'article L. 713-4 du Code de l'éducation, le Doyen a qualité pour signer au nom de l'Université la convention qui a pour objet de déterminer la structure et les modalités de fonctionnement du Centre Hospitalier et Universitaire après qu'elle ait été soumise au Président de l'université et approuvée par le Conseil d'administration de l'université ; il est compétent pour prendre toute décision découlant de l'application de cette convention.

Conjointement avec le Directeur Général du CHU de La Réunion, le Doyen, par délégation, signe les contrats et convention auxquels le CHU est partie prenante ; nomme les chefs de clinique assistants et assistants hospitaliers universitaires ; propose aux Ministères chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de la Santé les créations, redéploiements et transformations d'emplois hospitalo-universitaires.

Le Doyen est deuxième vice-président du directoire du CHU de La Réunion.

Article 11 : Sécurité des bâtiments et des personnes

Le Doyen contribue au bon ordre de la composante et s'assure du respect du règlement intérieur au sein de l'UFR Santé, s'il existe. Il peut saisir le Président de l'Université de toute demande de poursuite disciplinaire.

Chapitre 3 : Les instances consultatives

Article 12 : Constitution des commissions et groupes de travail

L'UFR Santé comprend :

- 4 commissions statutaires ci-après définies dans les articles 13 à 16 ;
- Des commissions créées par délibération du conseil et chargées de procéder à l'étude préalable des questions d'intérêt commun ;
- Des groupes de travail créés par le bureau dont le conseil sera informé.

Les commissions et les groupes de travail peuvent inviter des personnes extérieures à participer à leurs débats. Ils rendent compte de leurs travaux devant le conseil de Faculté.

Article 13 : Commission formation

13-1 Il est créée une commission formation qui est consultée sur la politique formation de la composante et sur l'organisation des enseignements. Elle est notamment consultée sur les moyens liés à l'enseignement, les demandes d'accréditation, les projets de nouvelles filières.

13-2 Elle est consultée sur la qualification et les intitulés à donner aux emplois vacants. Elle prépare les mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation et de l'insertion professionnelles des étudiants et la validation des acquis, à améliorer leurs conditions de vie et de travail.

13-3 La commission se réunit 2 fois par an minimum. Ses séances donnent lieu à un compte-rendu transmis au Doyen.

13-4 La commission formation est présidée par le Doyen de la Faculté qui peut déléguer la présidence au Vice-Doyen chargé de la formation.

13-5 Sont membres de la commission formation :

Des membres de droit :

- Le Doyen ou son représentant le Vice-Doyen chargé de la formation,
- Les directeurs de départements
- Les responsables de mention

Des membres élus par et au sein du Conseil :

- 4 enseignants-chercheurs ou enseignants au plus,
- 2 BIATSS au plus,
- 2 étudiants au plus.

Des membres invités permanents :

- Le bureau
- Les vice-doyens délégués et/ou chargés de mission en lien avec les thématiques de formation
- Le responsable du service scolarité.

13-6 Tous les membres de la commission ont voix délibérative, à l'exception des membres invités qui ont voix consultative.

13-7 La commission formation peut inviter toute personne dont elle juge utile d'entendre les avis, expertises et propositions, selon l'ordre du jour.

Article 14 : Commission recherche

14-1 Il est créée une commission recherche, qui propose les orientations de la politique scientifique et est consultée sur l'organisation de la recherche :

- La répartition des moyens de recherche,
- Les différents dossiers inhérents à la recherche et au fonctionnement scientifique des laboratoires.

14-2 La commission donne un avis sur la qualification et le profil recherche à donner aux emplois vacants. Elle est notamment consultée sur les dossiers de subvention liés à la recherche, les appels à projets colloques...

14-3 La commission recherche est présidée par le Doyen de la Faculté qui peut déléguer la présidence au vice-Doyen chargé de la recherche.

14-4 Sont membres de la commission recherche :

Des membres de droit :

- Le Doyen ou son représentant, le Vice-Doyen chargé de la recherche,
- Les directeurs (ou leurs représentants) d'unités de recherche associées à l'UFR Santé,
- Les directeurs (ou leurs représentants) des laboratoires reconnus par les ministères de tutelle, les fédérations, les instituts fédératifs et par l'Université de La Réunion,
- Le directeur du collège doctoral et les directeurs des écoles doctorales de sciences,
- Un représentant des doctorants des écoles doctorales, inscrit à l'UFR Santé

Sont membres élus par et au sein du conseil :

- 4 enseignants-chercheurs ou enseignants au plus,
- 2 BIATSS au plus.

Sont membres invités permanents :

- Le bureau
- Les vice-doyens délégués et/ou chargés de mission en lien avec les thématiques de recherche

14-5 Tous les membres de la commission ont voix délibérative, à l'exception des membres invités, qui ont voix consultative.

14-6 La commission recherche peut inviter toute personne dont elle juge utile d'entendre les avis, expertises et propositions, selon l'ordre du jour.

Article 15 : Commission du personnel

15-1 Il est créé une commission des personnels enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS.

15-2 Elle est consultée sur la mise en œuvre de la politique de ressources humaines (RH) de l'Université au sein de la Faculté, la campagne annuelle d'emplois, l'affectation des moyens humains BIATSS, les questions liées à l'organisation et aux conditions de travail des personnels, les sujets d'ordre réglementaire, la prévention des risques psycho-sociaux en lien avec le CHSCT et les services de l'établissement. Elle est un lieu d'échange d'information et de communication avec les représentants du personnel, les élus du conseil.

15-3 La commission du personnel est présidée par le Doyen de l'UFR Santé qui peut déléguer la présidence au **directeur** administratif de la Faculté.

15-4 Sont membres de la commission du personnel :

Des membres de droit :

- Le Doyen ou son représentant, le responsable administratif,
- 2 membres élus représentants des personnels BIATSS au conseil,
- 2 membres élus représentants du collège A
- 2 membres élus représentants du collège B

Sont membres invités permanents :

- Le bureau,
- Le responsable du pôle gestion du personnel de l'UFR Santé

15-5 Tous les membres de la commission ont voix délibérative, à l'exception des membres invités, qui ont voix consultative.

15-6 La commission du personnel peut inviter toute personne dont elle juge utile d'entendre les avis, expertises et propositions, selon l'ordre du jour.

Article 16 - Commission de déontologie médicale et d'intégrité scientifique

16-1 Il est créé une commission de déontologie médicale et d'intégrité scientifique

16-2 Elle examine tous les sujets relatifs à la déontologie et l'intégrité scientifique et professionnelle, en particulier les manquements à la charte de la faculté de santé dont elle veille à promouvoir la connaissance et le respect.

16-3 Elle peut être saisie par tout personnel ou usager de la faculté.

16-4 La commission est composée de :

- 1 représentant des usagers
- 1 représentant de la Direction générale du CHU
- 1 président de la CME
- 1 représentant du conseil de l'ordre des Médecins
- 2 enseignants, enseignants-chercheurs, hospitalo-universitaires nommés (ou désignés) par le doyen
- 1 personnel hospitalo-universitaire non titulaire (CCU-AH) nommé (ou désigné) par le doyen

16-5 Chaque séance de cette commission est précédée d'un relevé de décisions transmis au doyen et aux membres élus du conseil d'UFR

16-6 La commission établit un rapport annuel de ses activités, présenté au conseil de l'UFR et communiqué au Doyen, qui transmet au Président de l'Université, après avis du Conseil de faculté.

Article 17 - Commissions spécialisées

Le conseil de l'UFR Santé peut s'adjoindre, à titre consultatif, des commissions spécialisées, ainsi que des instances d'animation, de réflexion, d'évaluation ou de proposition dans tous les domaines relevant de sa compétence, et notamment, dans les domaines pédagogiques et de recherche, des relations internationales, des effectifs hospitalo-universitaires et de la stratégie. Le périmètre et la constitution de ces commissions et instances relèvent du règlement intérieur de l'UFR.

TITRE III : STATUTS DES NOUVEAUX DÉPARTEMENTS (ANNEXES XX, XX ET XX)

Les statuts propres à chacun des trois nouveaux départements sont présentés ci-après. Ils partagent une architecture commune, déclinée avec les spécificités propres à chaque discipline.

PROJET

TITRE IV : ÉLECTIONS

Chapitre 1 : Élection du conseil

Article 18 : Dispositions générales

L'organisation des élections au conseil de l'UFR Santé est régie par les dispositions électorales du Code de l'éducation.

Toute autre élection interne à la Faculté est réglée par les présents statuts ou le règlement intérieur, complétés, le cas échéant, par décision du Doyen de l'UFR Santé et fera l'objet d'un arrêté du Président de l'Université.

Article 19 : Désignation des membres hors personnalités extérieures

Les membres du conseil sont élus au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Le renouvellement des mandats intervient tous les quatre ans, sauf pour les représentants étudiants, dont le mandat est de deux ans.

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur une liste électorale. La détermination des électeurs et les conditions d'exercice du droit de suffrage sont conformes aux articles D. 719-7 et suivants du Code de l'éducation. Les doctorants contractuels qui, en application de l'article D. 719-9 du Code de l'éducation, ont demandé leur inscription sur la liste électorale du collège B, sont rayés de la liste des usagers et ce, pour la durée de leur contrat.

En cas de vacance d'un siège pour quelque raison que ce soit, le nouveau membre est intégré pour la durée du mandat restant à courir suivant l'ordre de présentation de la liste déposée lors des élections. En cas d'impossibilité, une élection partielle est organisée.

Article 20 : Désignation des personnalités extérieures élues sur proposition du Doyen

Il est procédé à un vote séparé, à bulletin secret. Les membres du conseil de l'UFR Santé délibèrent sur chaque proposition (3).

Le choix final des autres personnalités extérieures tient compte de la répartition par sexe des personnalités extérieures nommées afin de garantir au sein de cette catégorie la parité femmes/hommes.

Lorsque le siège d'une personnalité extérieure devient vacant pour quelque raison que ce soit, une nouvelle élection intervient pour la durée du mandat restant à courir.

Chapitre 2 : Élection du Doyen et de l'équipe décanale

Article 21 : Candidatures

Le Doyen est élu par le conseil pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois. Il est choisi parmi les enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs ou personnels assimilés en fonction dans l'UFR Santé.

Les candidatures sont adressées au responsable administratif au moins 15 jours francs avant la tenue de l'élection par tout moyen disponible (courrier, dépôt en mains propres ou courriel).

Ce courrier ([cachet de la poste faisant foi ou date de dépôt](#)) ou courriel devra être accompagné d'une profession de foi ou déclaration d'intention du candidat et mis à la disposition de tous les membres du conseil, au moins 15 jours francs avant la date de réunion du conseil de l'UFR qui procède à l'élection.

Les candidatures et professions de foi sont adressées aux membres du conseil de l'UFR Santé, immédiatement après examen de leur recevabilité effectué par le responsable administratif.

Dans les 15 jours précédant l'élection, chaque candidat bénéficie d'un accès aménagé aux moyens de communication numérique de l'UFR Santé (site Internet, liste de diffusion, courriels, etc.) pour faire connaître son programme. L'UFR veille au respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Le candidat annonce dans la profession de foi, le nom et les fonctions de son équipe :

- Un Vice-Doyen chargé de la recherche
- Un Vice-Doyen chargé de la formation
- Un Vice-Doyen chargé du tutorat

Il peut éventuellement annoncer également un ou plusieurs Vice-Doyens délégués « Assesseurs » (par exemple, aux relations internationales et/ou relations extérieures)

Article 22 : Date de l'élection et date de convocation

La date du conseil procédant à l'élection du Doyen est portée à la connaissance du conseil, des personnels et des usagers de l'UFR Santé au moins 2 mois avant l'élection.

Le conseil de l'UFR est convoqué pour procéder à l'élection du Doyen de l'UFR Santé au plus tard dans un délai de 15 jours francs.

Article 23 : Présidence du conseil de l'UFR Santé et quorum

Le Doyen en exercice préside et dirige la séance du conseil. S'il est lui-même candidat, le conseil est présidé par le doyen d'âge des membres élus.

Si le doyen d'âge est lui-même candidat ou empêché pour quelque motif que ce soit, la séance est présidée par l'enseignant-chercheur le plus âgé dans le grade le plus élevé.

Le conseil de l'UFR délibère valablement lorsqu'au moins la moitié des membres du conseil sont présents ou représentés.

Ne peuvent siéger ou participer à la séance du conseil de l'UFR consacrée à l'élection du Doyen que les membres élus et désignés, les membres invités permanents ayant voix consultative, et un ou deux secrétaire(s) de séance désigné(es) parmi les agents de l'UFR Santé.

Le Doyen en fonction, qu'il soit ou non candidat, ne participe pas à l'élection du nouveau Doyen, s'il n'est pas un membre élu du conseil.

Article 24 : Campagne électorale et acte de candidature

L'UFR Santé assure une stricte égalité entre les différentes candidatures déclarées en termes d'accès aux moyens de propagande.

Chaque candidat a la possibilité de se présenter individuellement au cours de la séance du conseil de l'UFR Santé.

L'ordre de passage des candidats est déterminé par tirage au sort (opéré par l'élu le plus jeune du conseil).

Un temps de parole individuel et égal est accordé à chaque candidat.

Chaque candidat dispose d'un temps d'exposé de 15 minutes suivies de 30 minutes consacrées à un échange avec les membres du conseil. Tous les autres candidats sont invités à sortir de la salle du conseil durant la présentation d'un candidat. Dans l'hypothèse où un candidat est par ailleurs membre élu du conseil, il n'est pas tenu de quitter la salle du conseil lors de l'audition de chacun des autres candidats.

Article 25 : Mode de scrutin

Le Doyen de la Faculté est élu à la majorité absolue des membres élus du conseil, aux 1^{er} et 2^e tours, et à la majorité relative au 3^e tour. En cas d'égalité des voix, il est procédé à la convocation sous 15 jours d'un nouveau conseil de l'UFR portant élection du nouveau Doyen.

Le vote est recueilli à bulletin secret. Chaque membre du conseil de l'UFR a à sa disposition une enveloppe et un bulletin de vote par candidat (de même couleur). Le vote se fera dans l'isoloir.

Chaque membre élu peut-être porteur de deux procurations au plus, dûment enregistrées.

Les procurations (en mains propres, par courrier ou par courriel) doivent être adressées au responsable administratif ou son représentant désigné, au plus tard la veille de l'élection.

La procuration, établie et signée par le mandant, doit obligatoirement mentionner le nom de la personne à qui la procuration est donnée (mandataire).

Chaque membre du conseil signe la liste d'émargement (ou son mandataire après procuration) au préalable.

Si, à l'issue du 3^e tour de scrutin, aucun candidat n'est élu, une nouvelle élection a lieu dans le délai de 15 jours.

De nouvelles candidatures peuvent être déposées dans un délai de 5 jours francs, et selon les modalités prévues.

Article 26 : Prise de fonction du nouveau Doyen et de l'équipe décanale

Le nouveau Doyen et son équipe prennent leurs fonctions à l'expiration du mandat de leurs prédécesseurs ou, le cas échéant, dans les 8 jours francs suivant la date de leurs élections.

PROJET

TITRE V : MODIFICATION DES STATUTS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 27 : Modification des statuts

Les modifications des présents statuts sont proposées par le Doyen de l'UFR Santé, ou par le tiers des membres du conseil. Elles doivent être adoptées à la majorité absolue des membres en exercice du conseil, puis approuvées par le conseil d'administration de l'Université, après avis de la commission des statuts et du règlement intérieur et du comité social d'administration et d'établissement (CSAE).

Article 28 : Publication des statuts

Les présents statuts sont publiés par l'UFR Santé de l'Université de La Réunion et figurent sur son site internet.

Ils sont également publiés au Recueil des actes administratifs de l'Université de La Réunion.

Article 29 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur précise les modalités d'application des présents statuts, le cas échéant.

Les délibérations relatives au règlement intérieur sont adoptées par le conseil à la majorité absolue des membres en exercice ainsi que par le comité social d'administration et d'établissement (CSAE) et le conseil d'administration de l'Université de La Réunion.

Article 30 : Annexes

Les présents statuts font l'objet de quatre annexes, laquelle a valeur statutaire.

Pour exécution

Le Doyen de l'UFR Santé

A Saint-Denis, le

Pr. Bérénice ROY-DORAY

Le Président de l'Université de La Réunion

A Saint-Denis, le

Pr. Jean-François HOAREAU

Pour publication et diffusion

Directrice Administrative de l'UFR Santé

A Saint-Denis, le

Hélène BITSINDOU

ANNEXE 1

ANNEXE

Liste des unités de recherche associées à l'UFR Santé

- **CEPOI** : Centre d'Etudes périnatales de l'Océan Indien
(EA 7388 Université de La Réunion)
- **DeTROI** : Diabète athérombose Thérapies Réunion Océan Indien
(UMR Université de La Réunion – INSERM 1188)
- **PIMIT** : Processus Infectieux en Milieu Insulaire Tropical
(UMR 134 Université de La Réunion - INSERM 1187 – CNRS 9192 – IRD 249)
- **EPI** : Études pharmaco-immunologiques
(SVE5 Université de La Réunion)

ANNEXE 2 : Statuts du département de pharmacie

Article 1 : Création

Il est créé un Département Pharmacie au sein de l'UFR Santé de l'Université de La Réunion, conformément à la réglementation en vigueur. Ce département est placé sous l'autorité du Doyen de l'UFR Santé.

Article 2 : Missions

2.1 Missions d'enseignement et de formation

- Organiser et superviser les programmes de formation en pharmacie (biologie médicale, pharmacie hospitalière, pharmacie de ville) au sein de l'UFR Santé, en lien avec les partenaires universitaires et hospitaliers.
- Promouvoir le métier et l'exercice de la pharmacie en valorisant ses spécificités dans les régions ultrapériphériques (contexte tropical, insulaire et de faible densité de praticiens).
- Repérer, former et accompagner les futurs enseignants-chercheurs de l'UFR Santé dans les disciplines pharmaceutiques.
- Organiser les enseignements de troisième cycle (DES Pharmacie hospitalière, DES Biologie médicale) en coordination avec les universités partenaires accréditées, notamment dans le cadre de co-accréditations.
- Coordonner les choix de stages et le suivi individualisé des internes tout au long de leur cursus.

2.2 Missions de recherche

- Définir les axes prioritaires de recherche en pharmacie adaptés aux particularités sanitaires et épidémiologiques du territoire (pathologies tropicales, radiopharmacie, diagnostic moléculaire, hygiène hospitalière en milieu tropical).
- Promouvoir et organiser la recherche en pharmacie, en lien avec les unités de recherche associées à l'UFR Santé.
- Faciliter la publication d'articles scientifiques et l'organisation de conférences dans les disciplines pharmaceutiques.
- Soutenir l'innovation pharmaceutique sur des sujets spécifiques aux outre-mer.

2.3 Mission de gouvernance

- Participation aux instances de l'UFR Santé (commissions formation, recherche, étudiants en difficultés, conseil de l'UFR, notamment), assurant une représentation cohérente des disciplines pharmaceutiques.
- Contribution à la politique de formation et à la stratégie de la composante.

Article 3 : Composition du département

3.1 Membres de droit

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département de Pharmacie.
- Les enseignants-chercheurs de l'UFR Santé participant aux activités du département.

- Deux praticiens hospitaliers (pharmaciens ou biologistes médicaux).
- Deux étudiants inscrits dans un cursus de DES Pharmacie ou DES Biologie médicale.

3.2 Membres désignés :

- Trois personnes participant à l'enseignement dans les disciplines pharmaceutiques, ne relevant pas du statut d'enseignant-chercheur, proposées par le Directeur du département.
- Un représentant d'un organisme de recherche présent à La Réunion.
- Un représentant du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens de La Réunion.

Article 4 : Le Conseil de département

4.1 Composition du Conseil

Membres de droit avec voix délibérative :

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département Pharmacie.
- Trois enseignants-chercheurs ou enseignants impliqués dans les formations pharmaceutiques, issus des différentes composantes disciplinaires du département.
- Un représentant de la commission recherche et un de la commission formation de l'UFR Santé.

Membres désignés :

- Deux représentants étudiants.

Membres invités avec voix consultatives :

- Directeur administratif de l'UFR Santé (ou son représentant)
- Responsable de scolarité (ou son représentant)

4.2 Fonctionnement

- Le Conseil se réunit deux fois par an minimum.
- Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas d'égalité, la voix du Directeur de département compte double.
- Le Conseil peut se réunir en formation extraordinaire à la demande du Directeur ou du tiers de ses membres.

Article 5 : Bureau

5.1 Composition

- Le Directeur du Département Pharmacie.
- Le Directeur administratif (ou son représentant)
- Un enseignant-chercheur siégeant au Conseil, élu par ses pairs.
- Un représentant étudiant.

5.2 Fonctionnement

- Le bureau organise les activités du département et prépare les réunions du

Conseil.

- Les décisions se prennent à la majorité absolue.

Article 6 : Élection et mandats

- Le Directeur est élu par le Conseil de département pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.
- Le mandat des représentants étudiants est de deux ans.
- Le mandat peut être interrompu en cas de démission, décès ou faute grave constatée par le Conseil.
- Les autres membres du Conseil et du bureau sont élus pour un mandat de quatre ans, aligné sur le renouvellement du conseil de l'UFR Santé.

Article 7 : Adoption et modification des statuts

- Les statuts sont soumis au vote du Conseil de département et validés par le Conseil de l'UFR Santé.
- Toute modification des statuts doit suivre la même procédure d'approbation.
- Les statuts modifiés sont transmis pour information au Président de l'Université.

Article 8 : Règlement intérieur

Le département établit un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement interne, soumis à l'approbation du Conseil de département puis du Conseil de l'UFR Santé.

Article 9 : Partenariats universitaires

Le Département de Pharmacie est habilité à conclure ou participer à des conventions de co-accréditation ou de partenariat pédagogique avec d'autres UFR de sciences pharmaceutiques pour l'organisation des formations de troisième cycle. Ces conventions sont soumises à l'approbation du Conseil de l'UFR Santé et du Conseil d'administration de l'Université.

ANNEXE 3 : Statuts du département d'Orthophonie appelé Centre de Formation Universitaire en Orthophonie

Article 1 : Création

Il est créé un Département Orthophonie appelé Centre de Formation Universitaire en Orthophonie (CFUO), au sein de l'UFR Santé de l'Université de La Réunion, conformément à la réglementation en vigueur. Ce département est placé sous l'autorité du Doyen de l'UFR Santé.

Article 2 : Missions

2.1 Missions d'enseignement et de formation

- Organiser et superviser les programmes de formation initiale en orthophonie (licence et master), en veillant à la qualité pédagogique des enseignements théoriques, cliniques et pratiques.
- Préparer et organiser le recrutement des étudiants via les campagnes, Parcoursup, Mon Master, Études en France...
- Assurer la coordination des stages cliniques en lien avec les structures hospitalières et libérales partenaires du territoire.
- Promouvoir les spécificités de l'exercice de l'orthophonie en milieu ultrapériphérique (bilinguisme, créole, particularités épidémiologiques locales).
- Repérer et accompagner les étudiants en difficulté tout au long de leur cursus.
- Favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sur le territoire réunionnais.

2.2 Missions de recherche

- Développer la recherche en orthophonie, notamment sur les troubles du langage et de la communication dans des contextes de plurilinguisme et de diversité socioculturelle propres à La Réunion.
- Promouvoir les partenariats avec les unités de recherche de l'UFR Santé et de l'Université de La Réunion sur les thématiques liées aux sciences du langage et à la neurologie.
- Encourager la production scientifique et la communication des résultats de recherche en orthophonie.

2.3 Mission de gouvernance

- Participation aux instances de l'UFR Santé (commissions formation, recherche, étudiants en difficultés, conseil de l'UFR notamment), assurant une représentation cohérente des disciplines orthophoniques.
- Contribution à la politique de formation et à la stratégie de la composante.

Article 3 : Composition du département

3.1 Membres de droit

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département d'Orthophonie
- Les enseignants et enseignants-chercheurs de l'UFR Santé participant aux activités du département.
- Deux maîtres de stage universitaires (orthophonistes en exercice libéral ou

hospitalier).

- Deux étudiants élus en orthophonie.

3.2 Membres désignés

- Deux orthophonistes participant à l'enseignement clinique, ne relevant pas du statut d'enseignant-chercheur, proposés par le Directeur du département.
- Un représentant de l'Union Régionale des professionnels de Santé (URPS)
- Un représentant d'une structure hospitalière accueillant des stagiaires en orthophonie.

Article 4 : Le Conseil de département

4.1 Composition du Conseil

Membres de droit avec voix délibérative :

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département Orthophonie.
- Trois enseignants-chercheurs ou enseignants impliqués dans les formations orthophoniques, issus des différentes composantes disciplinaires du département.
- Un représentant de la commission formation et un de la commission recherche de l'UFR Santé.

Membres désignés :

- Deux représentants étudiants.

Membres invités avec voix consultatives :

- Directeur administratif de l'UFR Santé (ou son représentant)
- Responsable de scolarité (ou son représentant)

4.2 Fonctionnement

- Le Conseil se réunit deux fois par an minimum.
- Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas d'égalité, la voix du Directeur de département compte double.
- Le Conseil peut se réunir en formation extraordinaire à la demande du Directeur ou du tiers de ses membres.

Article 5 : Bureau

5.1 Composition

- Le Directeur du Département Orthophonie.
- Un enseignant-chercheur siégeant au Conseil, élu par ses pairs.
- Un représentant étudiant.

5.2 Fonctionnement

- Le bureau organise les activités du département et prépare les réunions du Conseil.
- Les décisions se prennent à la majorité absolue.

Article 6 : Élection et mandats

- Le Directeur est élu par le Conseil de département pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.
- Le mandat des représentants étudiants est de deux ans.
- Le mandat peut être interrompu en cas de démission, décès ou faute grave constatée par le Conseil.
- Les autres membres du Conseil et du bureau sont élus pour un mandat de quatre ans, aligné sur le renouvellement du conseil de l'UFR Santé.

Article 7 : Adoption et modification des statuts

- Les statuts sont soumis au vote du Conseil de département et validés par le Conseil de l'UFR Santé.
- Toute modification des statuts doit suivre la même procédure d'approbation.
- Les statuts modifiés sont transmis pour information au Président de l'Université.

Article 8 : Règlement intérieur

Le département établit un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement interne, soumis à l'approbation du Conseil de département puis du Conseil de l'UFR Santé.

Article 9 : Commission pédagogique des stages

Le Département d'Orthophonie constitue une commission pédagogique des stages, chargée de l'agrément des terrains de stage, du suivi des maîtres de stage et de l'évaluation des conditions d'encadrement. Cette commission rend compte de ses travaux au Conseil de département et au Conseil de l'UFR Santé.

ANNEXE 4 : Statuts du département de Maïeutique

Article 1 : Création

En application de la loi n°2023-29 du 25 janvier 2023 visant à faire évoluer la formation de sage-femme, il est créé un Département Maïeutique au sein de l'UFR Santé de l'Université de La Réunion, conformément à la réglementation en vigueur. Ce département est placé sous l'autorité du Doyen de l'UFR Santé.

Article 2 : Missions

2.1 Missions d'enseignement et de formation

- Organiser et superviser les programmes de formation initiale en maïeutique (licence, master et doctorat sage-femme), en cohérence avec les référentiels nationaux et les spécificités du territoire.
- Coordonner les stages cliniques en maternités et en structures hospitalières partenaires, dans le respect des exigences de la formation pratique à la profession de sage-femme.
- Intégrer dans la formation les enjeux sanitaires, sociaux et culturels propres à La Réunion.
- Favoriser l'insertion professionnelle des diplômés et le maintien de sage-femmes formées localement sur le territoire réunionnais, en lien avec les collectivités locales.

2.2 Missions de recherche

- Promouvoir la recherche en Périnatalité, Gynécologie-obstétrique et Biologie de la Reproduction en collaboration avec les laboratoires de recherche partenaires
- Valoriser la recherche en favorisant les publications les travaux de recherche des étudiants et des enseignants du Département de Maïeutique.

2.3 Missions de valorisation et de promotion de la profession et de la filière sage-femme

- Participer aux actions :
 - D'information
 - Du réseau ville-hôpital et du réseau Maternités de La Réunion
 - Du réseau Repère
 - Des associations professionnelles

2.4 Mission de gouvernance

- Participation aux instances de l'UFR Santé (commissions formation, recherche, étudiants en difficultés, conseil de l'UFR notamment), assurant une représentation cohérente des disciplines maïeutiques.
- Contribution à la politique de formation et à la stratégie de la composante.

Article 3 : Composition du département

3.1 Membres de droit

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département de Maïeutique
- Les enseignants et enseignants-chercheurs de l'UFR Santé participant aux activités du département.
- Deux praticiens hospitaliers (sage-femmes cadres ou gynécologues-obstétriciens) du CHU de La Réunion.
- Deux étudiants élus en maïeutique.

3.2 Membres désignés

- Deux sage-femmes libérales ou hospitalières participant à l'enseignement clinique, proposées par le Directeur du département.
- Un représentant du Conseil National de l'Ordre des Sage-Femmes (section La Réunion).
- Un représentant du CHU de La Réunion (Direction médicale).

Article 4 : Le Conseil de département

4.1 Composition du Conseil

Membres de droit avec voix délibérative :

- Le Doyen de l'UFR Santé ou son représentant.
- Le Directeur du Département Maïeutique.
- Trois enseignants-chercheurs ou enseignants impliqués dans les formations maïeutiques, issus des différentes composantes disciplinaires du département.
- Un représentant de la commission recherche et un de la commission formation de l'UFR Santé.

Membres désignés :

- Deux représentants étudiants.

Membres invités avec voix consultatives :

- Un représentant de la direction du CHU de la Réunion, désigné par le directeur du CHU
- Un représentant de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion, désigné par le directeur de l'ARS
- Un représentant du Conseil Régional de la Réunion, désigné par le Président de Région
- Directeur administratif de l'UFR Santé (ou son représentant)
- Responsable de scolarité (ou son représentant)
- Gestionnaire(s) administratif(s) et pédagogique(s) du département

4.2 Fonctionnement

- Le Conseil se réunit deux fois par an minimum.
- Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas d'égalité, la voix du Directeur de département compte double.
- Le Conseil peut se réunir en formation extraordinaire à la demande du

Directeur ou du tiers de ses membres.

Article 5 : Bureau

5.1 Composition

- Le Directeur du Département Maïeutique.
- Deux sage-femmes enseignantes
- Un enseignant-chercheur siégeant au Conseil, élu par ses pairs.
- Un représentant étudiant.

5.2 Fonctionnement

- Le bureau organise les activités du département et prépare les réunions du Conseil.
- Les décisions se prennent à la majorité absolue.

Article 6 : Élection et mandats

- Le Directeur est élu par le Conseil de département, parmi les enseignants du département de maïeutique, pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.
- Le mandat des représentants étudiants est de deux ans.
- Le mandat peut être interrompu en cas de démission, décès ou faute grave constatée par le Conseil.
- Les autres membres du Conseil et du bureau sont élus pour un mandat de quatre ans, aligné sur le renouvellement du conseil de l'UFR Santé.

Article 7 : Adoption et modification des statuts

- Les statuts sont soumis au vote du Conseil de département et validés par le Conseil de l'UFR Santé.
- Toute modification des statuts doit suivre la même procédure d'approbation.
- Les statuts modifiés sont transmis pour information au Président de l'Université.

Article 8 : Règlement intérieur

Le département établit un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement interne, soumis à l'approbation du Conseil de département puis du Conseil de l'UFR Santé.

Article 9 : Lien avec le CHU de La Réunion

Compte tenu de la nature hospitalo-universitaire de la maïeutique, le Département de Maïeutique entretient un lien fonctionnel étroit avec le CHU de La Réunion dans l'organisation des stages cliniques et la gestion des postes hospitalo-universitaires relevant de la discipline. Les modalités de cette coordination sont précisées dans une convention annexée au règlement intérieur du département.

